ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

DEPARTEMENT DU CANTAL

Première Circonscription

Electrices, Electeurs,

Chers Compatriotes,

Les sections socialistes du Cantal m'ont fait l'honneur de me désigner à l'unanimité comme candidat aux élections législatives. Unanimité trop grande même puisque j'ai dû me défendre de l'insistance affectueuse des amis de Saint-Flour.

J'ai opté pour la circonscription d'Aurillac, comme il était naturel, car il est de première importance pour un député de bien connaître le pays qu'il aura l'honneur de défendre.

J'ai la conviction profonde encore que le nouveau scrutin facilitera les relations entre les électeurs et l'élu à condition que l'élu soit un « homme du pays ».

DEFENSE DU CANTAL

Nos pays de montagnes sont de plus en plus déshérités. Mon parti a toujours préconisé la décentralisation des industries et je serai toujours prêt à favoriser ou à promouvoir tout ce qui insufflera plus de vie économique.

Il ne faut pas que le Cantal continue à se dépeupler ;
Action au comité d'expansion économique ;
Maintien de nos lignes de chemin de fer ;
Développement du réseau routier ;
Encouragement au tourisme ;
Modernisation et expansion de l'industrie hôtelière ;
sont des nécessités pour notre beau pays.

MON PROGRAMME GENERAL ?

S'il est à compléter après le drame de 1958, il n'y a rien à changer depuis le 2 janvier 1956. La réalisation avait fort bien commencé sous le gouvernement Guy Mollet mais fut interrompue par une succession de crises ministérielles qui devaient devenir très vite une crise de régime.

A vous électeurs de dire votre pensée sur ceux qui s'illustrèrent comme démolisseurs sachant bien qu'ils étaient incapables de recontruire, et qui ont failli démolir en France le régime républicain.

Reprenons le programme de 1956 :

Agriculteurs. — Je vous disais que je trouvais scandaleux que les subventions aillent toujours aux pays riches. Par deux fois à la tribune de l'Assemblée j'ai défendu l'exploitation familiale et nos régions pauvres. Il faut persévérer car l'idée la plus juste ne s'impose pas en une fois. La loi-cadre agricole préparée par le Parti socialiste contient ces idées justes.

Commerçants et Artisans. — Je signalais en 1956 la nécessité de la réforme fiscale. Notre ami Léenhart est toujours le spécialiste mais les réalisations ont été interrompues. Vous avez eu des satisfactions dues en partie il faut le reconnaître, à l'action syndicaliste de votre mouvement. Je ne parle pas de l'action politique qui a tout démoli et que vous avez vous-mêmes condamnée.

Ouvriers, Salariés. — Vous avez les trois semaines de congé payé et un perfectionnement de la sécurité sociale. Mais il faut reconnaître que la cherté de la vie a diminué le pouvoir d'achat. Ayez bonne mémoire et vous verrez que les salaires sont restés bloqués mais les prix libérés **APRÈS** le gouvernement socialiste à qui on reprochait de maintenir les prix artificiellement ! Il faudra bien très prochainement reconsidérer le problème traitements-salaires-prix.

Anciens Combattants et Victimes de la Guerre. — Pour la première fois c'est avec notre ami Tanguy-Pringent que la loi sur le rapport constant œuvre de notre ami Le Coutaler a été appliquée, et si des mesures vexantes ont été prises contre lesquelles nous avons protesté avec vous, c'est sous le ministère Félix Gaillard. Et nos amis Garat et Darou ex-P.G., ont réussi à les faire rapporter presque entièrement. Là aussi il faudra

poursuivre nos efforts et mettre en chantier le « plan des trois ans » établi par nos ministres socialistes et vos organisations.

Vieux travailleurs, économiquement faibles. — Vous avez eu dès 1956 la loi qui a doublé votre minime retraite mais il a fallu pour cela que Guy Mollet pose plusieurs fois la question de confiance. Nous veillerons à ce que cette retraite conserve son pouvoir d'achat. Je connais trop bien la situation dramatique des personnes âgées, à qui les dévaluations successives ont réduit à rien les économies d'une vie de travail.

L'ALGERIE

Nous voulions la Paix. Nous la voulons toujours non pas par une solution militaire mais par des négociations, une politique libérale et humaine et une solution politique. Nous nous sommes heurtés à des complications imprévisibles qui ont atteint le niveau international avec l'ingérence des pays étrangers. Mais nous sommes fiers d'avoir été les premiers à vouloir liquider le « temps du mépris » et à offrir le cessez-le-feu pour arrêter l'effusion de sang. Après les derniers efforts du gouvernement actuel et les offres de Paix faites dans la conférence de presse du général de Gaulle le moins averti voit clairement combien la tâche est difficile.

Mais il faut persévérer. Le chemin était long, une bonne partie en a déjà été parcourue dans le bon sens. Nous soutiendrons de Gaulle dans sa position si clairement définie qui doit nous conduire à la Paix. Nous avons la fierté d'avoir été les pionniers de cette politique combattue par ceux-là même qui l'acceptent aujourd'hui.

DEFENSE DE LA REPUBLIQUE

Si nous n'avons pas réalisé tout ce que nous aurions voulu, c'est que nous n'étions qu'un sixième de l'Assemblée et que les crises multiples venaient interrompre le travail parlementaire en même temps qu'elles aggravaient la crise financière, en même temps qu'elles diminuaient au dehors l'influence et la renommée de la France.

Je n'ai pas voulu cela. Je n'ai jamais voté contre le gouvernement et j'ai signalé pour ma part maintes fois le danger. Danger énorme ! Qui s'est concrétisé par la chute trop facile de la IV[e] République.

Profitant du discrédit jeté sur les institutions, les factieux d'Alger joints à quelques chefs de l'armée ont fait obstacle à la loi républicaine, conquis la Corse sans coup férir et menacé le pays avec la complicité des anciens cagoulards.

Nous sommes arrivés très près de la guerre civile et d'une dictature avec tout ce que cela comporte de ruines, de sang versé, de répressions injustes, avec comme conclusion la mort de nos libertés. Nous avons préféré l'emploi des forces morales réelles au lieu de forces matérielles faibles sinon inexistantes.

Par le référendum vous nous avez approuvés.

Et vous avez raison. Par le fait même que demain, vous êtes libres, que vous pouvez voter pour qui vous voudrez, nous avons réussi à garder la démocratie et je ne regrette rien.

Mais le danger, n'est pas définitivement écarté. Des menaces persistent à peine voilées par des hommes de droite et d'extrême-droite. La vigilance est toujours de rigueur. Ce sera le point le plus important de mon programme. **GARDER la République. GARDER nos Libertés. PRÉPARER la Paix totale.**

Et vous pouvez compter sur un vieux soldat qui dans ce même but prenait la mitraillette et s'engageait à 48 ans !

Je sais que le mot socialiste si souvent déformé fait hésiter quelques-uns d'entre-vous, mais est-il un homme de bonne foi qui ne reconnaisse que ce parti a mis l'intérêt de la France au dessus de son propre intérêt, qu'il n'a jamais été sectaire et que son chef fut un « homme valable », distingué, parmi les premiers, par le général de Gaulle pour lui aider a rénover le pays.

A vous de juger Electrices et Electeurs ! Je fais confiance à votre bon sens et à votre passion de rester libres.

Vive le Cantal ! Vive la France ! Vive la République !

Germain GUIBERT,
Candidat du parti Socialiste S.F.I.O.
Député sortant

Mon suppléant — car il faut un suppléant — c'est mon ami Justin RÉNAC, Maire de Saint-Cernin Conseiller général, qui est en accord complet avec mon programme et dont le dévouement est bien connu.

Saint-Flour. — Imprimerie du « Montagnard »